



Culture & Savoirs

BANDE DESSINÉE

« En Espagne, le vieux fascisme répète sa formule »

Inspiré de faits réels et dernier volet d'une trilogie, *Moi, menteur* suit les traces d'un conseiller politique sans foi ni loi confronté à un mystérieux triple meurtre. Dans cet ouvrage, l'auteur espagnol Antonio Altarriba complète sa galerie de portraits de personnages dont la vie dérape. Entretien.



Révélé avec le splendide roman graphique *l'Art de voler*, dont le récit opposait son père, militant républicain antifasciste, à un siècle d'histoire espagnole, Antonio Altarriba s'est ensuite lancé dans une trilogie en forme d'analyse des dérives et des dérèglements de la société de son pays. Inaugurée par *Moi, assassin*, elle s'est poursuivie avec *Moi, fou*, elle se conclut avec *Moi, menteur*, une critique virulente de la classe politique espagnole. Toute ressemblance avec des personnages réels n'est pas fortuite. Rencontre avec l'auteur francophile Antonio Altarriba.

Qu'est-ce qui a inspiré votre livre ?

ANTONIO ALTARRIBA Le parcours d'Adrian Cuadrado, le protagoniste du livre, a peut-être été le déclencheur de cette histoire. Il correspond à la figure du chef de cabinet de Pedro Sanchez, le premier ministre actuel. Il était conseiller politique, spin doctor pour le Parti populaire (droite). Il est tout d'un coup passé du côté de Pedro Sanchez (Parti socialiste). Pour les Français, le livre est plutôt un thriller avec un fond de corruption politique dont ils ne pourront pas concrètement distinguer les acteurs. Les Espagnols reconnaissent beaucoup de personnages dont nous avons un peu changé les noms qui ont occupé l'actualité politique des dernières années. Mais toutes les affaires de corruption évoquées sont vraies, tout comme les chiffres de leurs répercussions sur l'économie espagnole. Nous sommes aux mains de gens pour qui l'idéologie importe peu. La politique est devenue une série de stratégies de communication, de construction d'un récit avec des paroles et des discours qui ne sont pas là pour changer le monde mais pour donner de la vraisemblance à un conte.

Que raconte *Moi, menteur* de notre époque ?

ANTONIO ALTARRIBA C'est un symptôme de la dégradation de la vie politique. Le rôle de la politique est d'avoir une incidence sur le monde, la possibilité de le transformer, si possible pour le mieux. Chaque candidat ou parti politique propose un projet et, normalement, ils sont jugés en fonction de son accomplissement ou pas. Nous sommes pris dans un ressort communicationnel qui complique le jugement. La création de faits alternatifs construit une autre réalité. En Espagne, nous avons maintenant Vox, un parti d'extrême droite avec des réminiscences du franquisme. Le vieux fascisme que j'ai connu petit répète sa formule. Ils peuvent mentir, en contredisant toutes les sources fiables sur le nombre de patients hospitalisés ou les morts. La rapidité de la communication est telle



Dessiné par Keko, *Moi, menteur* affiche un faux noir et blanc; le vert symbolisant, ici, le mensonge. Denoël Graphic

qu'on peut démentir un mensonge par un autre mensonge encore plus grand. Pendant la campagne électorale à Madrid, l'extrême droite a fait des affiches avec, d'un côté, un Mena (mineur étranger non accompagné) sous la protection obligatoire de l'État, qui doit l'accueillir, le soigner et le protéger et, de l'autre, une grand-mère.

« Ce livre est plutôt un thriller avec un fond de corruption politique. »

Vox prétend qu'un Mena coûte 4 200 euros par mois et que la pension d'une grand-mère est de 426 euros. Bien sûr, sur l'affiche, le Mena a une gueule de délinquant alors que la vieille dame est une charmante mamie. Il n'y a pas de problème de Menas à Madrid, où ils sont 300. Mais cette campagne a très bien fonctionné. En France, la droite plus ou moins civilisée préfère élire un président socialiste pour isoler le Front national. En Espagne, le Parti populaire est prêt à tout pour conserver le pouvoir, y compris à gouverner avec les fascistes dans plusieurs communautés régionales.

L'Espagne est donc gangrenée par un phénomène équivalent à la lepénisation des esprits ?

ANTONIO ALTARRIBA C'est le problème. Dans cette campagne électorale madrilène, l'extrême droite a imposé un cadre du débat marqué par ses propres idées. La gauche est très mal à l'aise parce qu'elle voudrait parler d'autres

choses mais elle passe son temps à démentir les chiffres avancés. Le Parti populaire est contaminé par le discours de Vox, qui s'est créé sur une scission du Parti populaire. En Espagne, nous n'avons pas d'extrême droite parce qu'elle était intégrée au Parti populaire. C'était une droite beaucoup plus extrême que celle de Sarkozy ou des « Républicains ». Non seulement le Parti populaire ne se sent pas mal à l'aise dans ce cadre mais il surenchérit parfois pour récupérer les voix perdues. À Madrid, le slogan du Parti populaire est : « Le communisme ou la liberté ». Il a réussi à diaboliser Podemos, un parti pacifiste et écologiste, situé à la gauche du Parti socialiste, en le renvoyant à un communisme stalinien qui n'existe plus. Beaucoup de gens avouent voter Vox par peur de l'arrivée des communistes.

Dans quelle mesure le franquisme continue d'influer sur la politique espagnole ?

ANTONIO ALTARRIBA Pendant les années 1980 et 1990, on présentait l'Espagne comme un pays admirable. Nous avons réussi une transition pacifique de la dictature à la démocratie. Pour certains pays sud-américains, nous pouvions passer pour une espèce de modèle. Les vertus de cette transition sont aujourd'hui remises en cause. Une transition n'est pas une révolution. Il n'y a eu ni renouvellement, ni purge des institutions. Cette idéologie franquiste reste. Pendant la campagne électorale, le



« En Espagne, le vieux fascisme répète sa formule »

ministre de l'Intérieur, la directrice de la Guardia civil et Pablo Iglesias, le leader de Podemos, ont reçu une lettre de menaces avec des balles. Cette irruption de la violence dans une campagne électorale est inquiétante. On commence à se demander si ce que nous admirions et considérions comme une transition exemplaire n'aurait pas raté. Nous n'avons pas fait les réformes que nous aurions dû faire dans des secteurs fondamentaux pour le fonctionnement démocratique de l'Espagne.

À quoi vous sert la trame policière ?

ANTONIO ALTARRIBA Keko, le dessinateur, et moi aimons bien le polar et le roman noir. Dans la trilogie dont *Moi, menteur* fait partie, le mystère découle d'une série d'assassinats ou d'un assassin qui se revendique comme tel. La noirceur qui se dégage de ce genre coïncide avec la noirceur de la vision du monde dans lequel ces crimes se produisent. C'est une conception du polar classique avec une enquête en forme de critique de la société ou d'une époque. C'est aussi une stratégie narrative, un appât pour attirer le lecteur. Parcourir un paysage politique sans le sel des meurtres resterait un peu plus fade.

Comment avez-vous travaillé ce faux noir et blanc ?

ANTONIO ALTARRIBA Keko est un grand maître du noir et blanc. Il travaille avec des contrastes très forts. Dans *Moi, assassin*, nous avons introduit des taches de rouge avec une fonction narrative. Dans *Moi, fou*, nous avons utilisé un jaune criard. Ici, nous avons beaucoup réfléchi à la couleur qui pourrait le mieux représenter le mensonge. Je me suis imprégné de lectures, notamment de Pastoureau. Le vert est très souvent considéré comme un symbole du mensonge parce que le vert nous ment dès le début. Ce n'est qu'un bleu avec un peu de jaune. Toutes les couleurs ont des mélanges. Mais, dans le cas du vert, c'est plus apparent. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
MICHAËL MELINARD

Moi, menteur, d'Antonio Altarriba, dessins de Keko, traduit de l'espagnol par Alexandra Carrasco. Denoël Graphic, 168 pages, 21.70 euros.